

## Publications économiques et financières



### Conjoncture économique

N° 780 / Mars 2023

# TENDANCES CONJONCTURELLES

## 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2023

### Une économie plus résiliente qu'attendu

L'enquête de conjoncture de l'IEDOM du 4<sup>ème</sup> trimestre surprend de nouveau positivement, avec un indicateur du climat des affaires (ICA) à 103,6, en hausse de 0,8 point sur le trimestre. L'économie martiniquaise se montre plus résiliente qu'attendu et les craintes d'un ralentissement plus prononcé s'atténuent au profit d'un scénario d'atterrissage en douceur de l'économie, sur un plateau favorable. Cette progression, qui reflète une fin d'année globalement dynamique, vient donc atténuer les inquiétudes mises en exergue au 1<sup>er</sup> semestre de l'année qui avait vu l'indicateur du climat des affaires se contracter et retrouver son niveau de longue période.

Le marché de l'emploi continue d'être bien orienté. L'emploi salarié privé progresse (+0,2 % à la fin du 3<sup>ème</sup> trimestre, +1,8 % sur 12 mois), et les soldes d'opinion sur les effectifs salariés dans l'enquête de conjoncture sont optimistes au 4<sup>ème</sup> trimestre.

En revanche, dans un contexte inflationniste toujours prégnant (les prix progressent de 0,9 % sur le trimestre, et de 2,5 % sur 12 mois), la consommation des ménages est en demi-teinte. Les importations de biens de consommation augmentent (biens durables, +1,9 % et non durables, +3,8 % en CVS), mais les dépenses par carte bancaire reculent (-6,9 % en valeur par rapport au dernier trimestre 2022). Une attention particulière doit être portée au nombre de défaillances d'entreprises (+153 entreprises, soit +52 % sur un an), dans un contexte où les trésoreries et les délais de paiement sont toujours dégradés (bien qu'en légère amélioration ce trimestre), et où les taux d'intérêt ont poursuivi leur progression au dernier trimestre.

Entre 2022 et 2023, les entreprises interrogées dans le cadre de l'enquête de conjoncture déclarent une progression de leur chiffre d'affaires de 2,1 % en moyenne et de 2 % en valeur médiane. La hausse est particulièrement marquée dans le secteur du tourisme (11,0 % en moyenne et 4,8 % en valeur médiane). Cette évolution globale est cependant inférieure à l'inflation moyenne sur la période (3,3 %) en Martinique.

### L'indicateur du climat des affaires progresse de nouveau

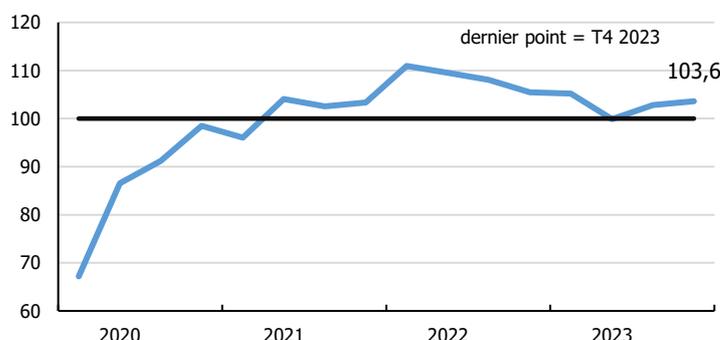
Au 4<sup>ème</sup> trimestre, l'indicateur du climat des affaires s'établit à 103,6 points et progresse de 0,8 point par rapport au trimestre précédent

L'activité des entreprises s'est stabilisée au dernier trimestre et les projections pour le début de l'année 2024 contribuent à la hausse de l'ICA. La progression des effectifs à un rythme plus soutenu que le trimestre précédent participe également à la hausse de l'indicateur.

Cette augmentation est toutefois freinée par le solde d'opinion sur les prix. En effet, la progression des prix de vente, qui s'est accélérée au troisième trimestre, se tasse légèrement en fin d'année. Cette tendance au ralentissement de la hausse des prix de vente pourrait s'intensifier au premier trimestre 2024.

Concernant la liquidité des entreprises, la dégradation des trésoreries s'atténue, mais les perspectives ne sont pas favorables. Les délais de paiement s'améliorent légèrement.

**Indicateur du climat des affaires**  
(100 = moyenne de longue période)



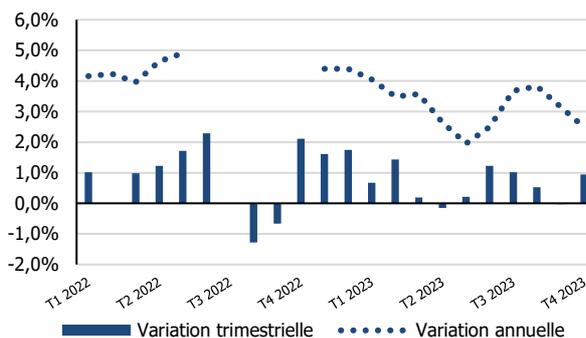
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Les prix progressent de nouveau sur le trimestre

L'inflation rebondit au dernier trimestre avec un indice des prix à la consommation qui s'inscrit en hausse de 0,9 % entre fin septembre et fin décembre 2023. Cette évolution est principalement portée par la hausse des prix des services (+1,9 %) et des prix de l'alimentation (+1,0 %). Cette hausse des prix au dernier trimestre fait écho à l'enquête de conjoncture du 3<sup>ème</sup> trimestre où les chefs d'entreprise étaient plus nombreux à anticiper une hausse de leurs prix de vente au dernier trimestre.

Sur un an, l'indice des prix est toujours en hausse (+2,5 %), mais sa progression reste inférieure à celle constatée dans l'Hexagone (+3,7 %). Tous les postes participent à la hausse des prix, en particulier ceux de l'alimentation (+6,9 %), de l'énergie (+4,2 %), des services (+1,3 %), et des produits manufacturés (+1,6 %). Le salaire minimum a été revalorisé de 1,13 % au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Indice des prix à la consommation  
(glissement trimestriel et annuel)



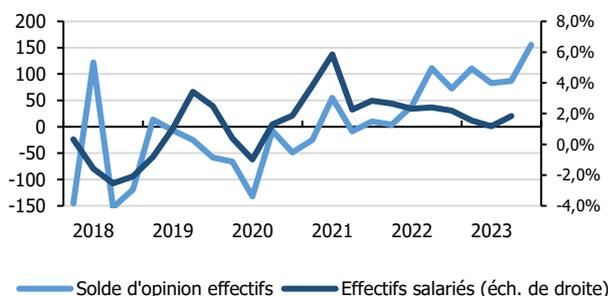
Sources: INSEE, IPC

## Un marché de l'emploi bien orienté

La bonne tenue du marché de l'emploi se confirme au regard de la hausse des effectifs salariés à fin septembre : +0,2 % sur le trimestre et +1,8 % sur un an. L'enquête de conjoncture confirme cette bonne orientation avec une accentuation de la hausse des effectifs au dernier trimestre.

L'évolution du marché du travail est également favorable. À fin décembre, le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) atteint 41 740 (CVS) et s'inscrit en baisse de 1,0 % par rapport à fin septembre. Toutes les catégories d'âge ne bénéficient pas de cette diminution : les moins de 25 ans sont plus nombreux (+2,4 %), alors que les personnes de 25 à 49 ans (-1,0 %) et les plus de 50 ans (-1,9 %) participent au repli général de la demande d'emploi. Sur un an, la tendance est similaire. Le nombre de demandeurs d'emploi (A, B, C) est en baisse (-6,2 %). En revanche, les offres d'emploi collectées s'inscrivent en baisse tant sur le trimestre (-8,0 %, CVS) que sur l'année (-7,4 %, CVS).

Solde d'opinion sur les effectifs et évolution des effectifs salariés (en %)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM, INSEE

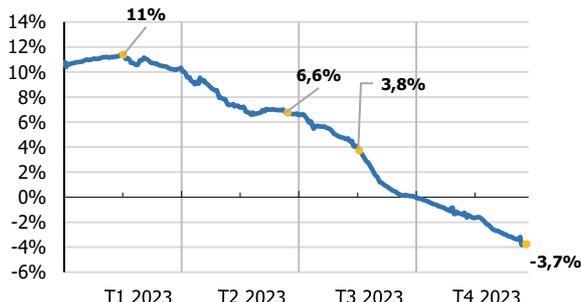
## La consommation des ménages en demi-teinte

En cette fin d'année, la consommation s'essouffle, dans un contexte inflationniste toujours prégnant. Les professionnels du secteur du commerce interrogés dans le cadre de l'enquête de conjoncture font part d'un léger rebond de leur activité, malgré des soldes de gestion globalement dégradés.

Les importations de biens de consommation durables (+1,9 %, CVS), de biens de consommation non durables (+3,8 %, CVS), et les immatriculations de véhicules particuliers (+5,1 %, CVS) progressent ce trimestre. Malgré l'augmentation des taux, les crédits à la consommation restent dynamiques (+4,1 % à fin septembre sur un an). À l'opposé, le chiffre d'affaires de la grande distribution (-1,0 %, CVS), et le montant cumulé des dépenses de cartes bancaires (-6,9 % sur trimestre par rapport au dernier trimestre 2022, et -3,7 % en variation annuelle glissante cumulée) se replient.

Les indicateurs de vulnérabilité restent bien orientés. Le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire (-0,3 %), les incidents de paiement sur chèque (-2,7 %), les retraits de cartes bancaires (-5,2 %), et le nombre de dossiers déposés à la commission de surendettement (-9,3 %), sont en baisse ce trimestre. Sur un an, le nombre de dossiers déposés a progressé de 11 % (soit 45 dossiers supplémentaires).

Variation du cumul sur 12 mois des paiements par carte bancaire  
(en glissement annuel)



Source : Cartes bancaires GIE, analyse réalisée par l'IEDOM sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées sur un échantillon de données de paiement par carte bancaire CB agrégées et anonymisées.

## Les prévisions d'investissement à un an restent globalement bien orientées

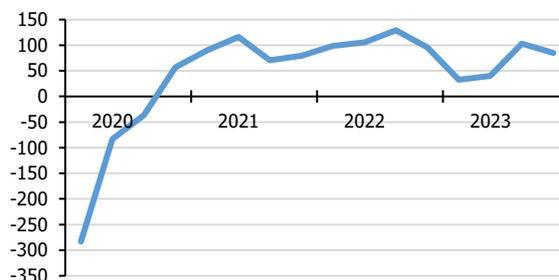
Selon l'enquête de conjoncture, les prévisions d'investissement restent bien orientées, après la forte hausse observée au trimestre précédent. Cette dynamique se vérifie surtout dans les secteurs des autres industries (hors agroalimentaire), de l'hôtellerie / tourisme, et des services. Dans les secteurs de l'agriculture et des industries agroalimentaires, du BTP, et du commerce, les chefs d'entreprise semblent moins optimistes sur leur capacité à investir.

Les importations de biens d'investissement affichent une baisse (-2,8 %, CVS), et les ventes de véhicules utilitaires progressent (+13,1 %, CVS) au dernier trimestre 2023. Les encours des crédits d'investissement des entreprises poursuivent leur hausse (+1,1 % sur le trimestre).

La progression du nombre de défaillances d'entreprises constitue un point de vigilance. À fin décembre 2023, 448 entreprises sont en défaillance, contre 295 à fin décembre 2022, soit une hausse de 52 %. Le nombre de défaillances enregistrées est supérieur aux niveaux d'avant crise sanitaire (329 à fin décembre 2019 et 384 en moyenne sur la période 2014 - 2019). En revanche, si le nombre de personnes morales en interdiction bancaire est stable (+0,1 %), les impayés sur effets de commerce se replient tant en nombre (-3,5 %), qu'en montant (-3,2 %).

Au quatrième trimestre, selon l'enquête de conjoncture, près de 8 % des chefs d'entreprise interrogés anticipent une défaillance dans les douze prochains mois (contre 11 % un an auparavant).

Solde d'opinion des prévisions d'investissement



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

## Un léger ralentissement des échanges commerciaux, hors produits pétroliers

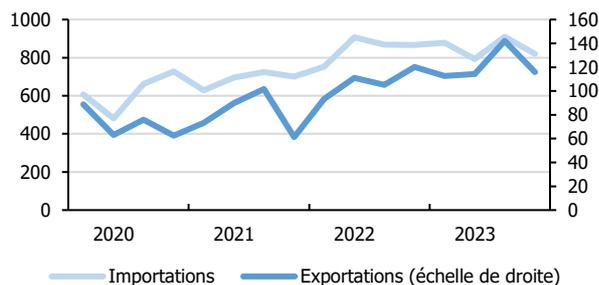
Les importations hors produits pétroliers sont relativement stables ce trimestre (+0,2 %). Les importations de biens d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique (+11,1 %, CVS), les importations des autres produits industriels (+0,8 %, CVS), ainsi que les importations de produits agroalimentaires (+2,4 %, CVS) sont en hausse, alors que les importations de produits agricoles (-2,8 %, CVS) et les importations de matériels de transport (-13,0 %, CVS) reculent.

Dans le même temps, les exportations hors produits pétroliers progressent légèrement (+3,9 %, CVS). Cette hausse s'explique par l'augmentation des exportations de produits agricoles sur le trimestre, +7,6 % (CVS). En revanche, les exportations de biens d'équipements mécaniques, matériel électrique et électronique (-22,6 %, CVS), des autres produits industriels (-17,0 %, CVS), et des produits agroalimentaires (-5,0 %, CVS) sont en baisse.

Après les hausses enregistrées au trimestre précédent, les importations (-35,1 %, CVS) et les exportations (-39,6 %, CVS) de produits pétroliers reculent au 4<sup>ème</sup> trimestre. La baisse du cours du baril de Brent, qui a connu un pic au troisième trimestre 2023, explique en partie ces dernières évolutions (-16,0 %, soit -14,45 euros).

Ainsi, les importations et exportations totales diminuent au quatrième trimestre, -7,9 % (CVS) et -21,6 % (CVS) respectivement.

Échanges extérieurs (hors services)  
(CVS, en millions d'euros)



Source : Douanes

## L'activité résiste dans une majorité de secteurs

Dans le secteur **agricole et des industries agroalimentaires**, l'activité se dégrade légèrement et les chefs d'entreprise interrogés ne sont pas optimistes pour le trimestre à venir. Pour autant, la filière agricole parvient à tirer son épingle du jeu. Les exportations de bananes (+8,4 % en volume, CVS) et les exportations de produits agricoles (+7,6 %, CVS) progressent sur le trimestre. En revanche, les indicateurs sont moins favorables pour la branche agroalimentaire et pour la filière élevage. Les exportations de produits agroalimentaires (-5,0 %, CVS) et les exportations de rhum (-7,8 % en volume, CVS) sont en baisse et le tonnage total de bovins et porcins abattus diminue (-5,7 %, CVS). Les différents soldes d'opinion révèlent des difficultés à contenir la hausse des charges d'exploitation et à limiter l'allongement des délais de paiement, alors que les prix de vente dans le secteur sont déclarés en baisse. La trésorerie se détériore encore ce trimestre. Entre 2022 et 2023, le chiffre d'affaires déclaré par les entreprises du secteur progresse de 1,0 % en valeur médiane et de 1,8 % en moyenne. Le secteur de la banane devrait bénéficier de nouvelles mesures d'accompagnement de l'État pour faire face aux surcoûts d'une production plus respectueuse de l'environnement (39 millions d'euros sur trois ans).

L'activité ralentit légèrement dans le **secteur des services aux entreprises**. Pour autant, les différents soldes d'opinion collectés font état d'une amélioration assez générale de la situation des entreprises du secteur. Les soldes de gestion s'améliorent (charges d'exploitation, délais de paiement, et trésorerie), après plusieurs trimestres de dégradation. Les prévisions d'investissement sont aussi bien orientées. Entre 2022 et 2023, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur progresse de 3,4 % en valeur médiane, mais baisse de -3,1 % en moyenne.

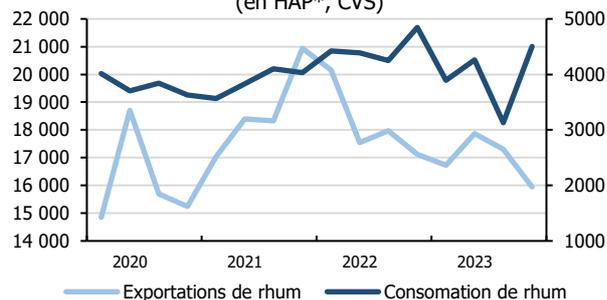
L'activité se stabilise dans le secteur des **autres industries**, et les prévisions pour le trimestre à venir sont favorables. Les charges d'exploitation se dégradent ce trimestre, mais la trésorerie s'améliore. Entre 2022 et 2023, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur progresse de 5,0 % en valeur médiane et de 4,0 % en moyenne.

Concernant le secteur du **BTP**, l'activité des entreprises croît légèrement ce trimestre. Les ventes de ciment progressent de 6,9 % (CVS). Toutefois, les charges d'exploitation continuent d'augmenter et les trésoreries restent très dégradées, malgré l'amélioration constatée des délais de paiement. Les effectifs progressent et cette dynamique pourrait se confirmer au prochain trimestre.

Dans le **secteur de l'hôtellerie / tourisme**, l'activité croît, après une période de stabilisation. Le nombre de croisiéristes (+37 % par rapport au quatrième trimestre 2022), et le nombre de nuitées hôtelières (+5,2 % par rapport au T3, CVS) sont en progression. Excepté les charges d'exploitation qui se dégradent légèrement ce trimestre, les autres indicateurs semblent bien orientés. Les délais de paiement et la trésorerie connaissent une amélioration, et les effectifs se renforcent. Entre 2022 et 2023, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur progresse de 4,8 % en valeur médiane et de 11,0 % en moyenne, confirmant la belle année du secteur.

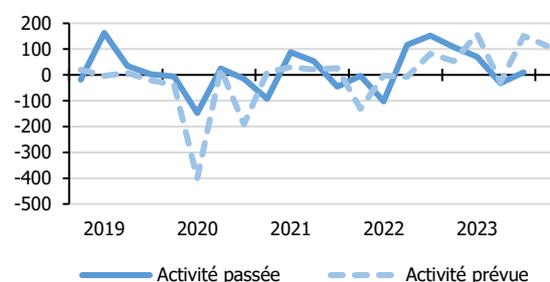
Dans le **secteur du commerce**, bien que les charges d'exploitation soient toujours très dégradées, l'activité progresse modérément, après la légère baisse enregistrée au deuxième trimestre. Les effectifs se sont renforcés en cette fin d'année, malgré des tensions persistantes sur les trésoreries et l'allongement des délais de paiement. Entre 2022 et 2023, le chiffre d'affaires des entreprises du secteur progresse de 1,0 % en valeur médiane, mais baisse de 1,3 % en moyenne.

Évolution de la consommation et des exportations de rhum (en HAP\*, CVS)



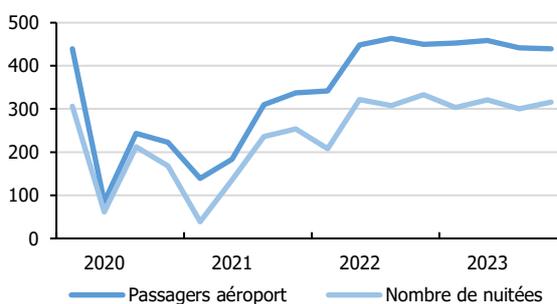
\*Hectolitres d'alcool pur  
Source : Douanes

Évolution du solde d'opinion sur l'activité des autres industries



Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Nombre de passagers à l'aéroport et nombre de nuitées hôtelières (en milliers, CVS)



Sources : INSEE, SAMAC

# La conjoncture régionale et internationale

## LA ZONE CARAÏBE AFFICHE UNE DYNAMIQUE ÉCONOMIQUE FAVORABLE EN 2023

L'économie de la **République dominicaine** se maintient sur une dynamique positive en affichant un taux de croissance de +4,2 % en glissement annuel au mois de novembre 2023, contre +3,6 % en octobre et +3,1 % en septembre. Dans le même temps, la hausse des prix continue à décélérer (+0,5 % en décembre 2023, contre +1 % en décembre 2022). Sur douze mois, mesurée de décembre 2022 à décembre 2023, l'inflation a ralenti pour s'établir à +3,6 % (un niveau compris dans la fourchette cible de 4,0 % ± 1,0 % fixée par la banque centrale). L'assouplissement progressif de la politique monétaire ainsi que l'augmentation des investissements publics devraient permettre de dynamiser l'activité économique en 2024.

En **Jamaïque**, le taux d'inflation annuel s'est établi à +6,3 % en novembre 2023 (contre +5,1 % en octobre 2023), un niveau supérieur à celui visé par la banque centrale (cible comprise entre 4,0 et 6,0 %), mais qui reste bien en deçà du pic à +11,8 % enregistré en avril 2022. Cette hausse de l'inflation en novembre s'explique en partie par l'augmentation du prix des transports en commun décidée par le gouvernement, et par la persistance de conditions météorologiques défavorables. Malgré l'impact des sécheresses sur la production agricole, l'économie aurait continué de croître au quatrième trimestre de l'année, après avoir affiché un taux de croissance de +1,9 % au troisième trimestre.

À **Trinidad et Tobago**, le taux de croissance du PIB pour 2023 devrait atteindre +2,7 % selon le ministère des Finances, contre +1,5 % en 2022. La croissance est stimulée par les secteurs du commerce, de la construction, du transport, et de l'hôtellerie / restauration notamment. Après avoir atteint un pic en décembre 2022 à +8,7 % (en glissement annuel), le niveau d'inflation a fléchi pour s'établir à +4,0 % en août 2023.

À **Sainte Lucie**, la Banque Mondiale a donné son aval pour un financement de 40 millions de dollars USD destiné à soutenir les réformes de l'île. Ces réformes visent la stabilité budgétaire, l'amélioration du climat des affaires, et le renforcement de la résilience face au changement climatique. Les perspectives économiques sont par ailleurs encourageantes. Le FMI estime que le taux de croissance pourrait s'établir à 2,3 % en 2024.

Concernant l'archipel d'**Antigua-et-Barbuda**, la croissance du PIB aurait été de +8,1 % en 2023 selon la Banque Centrale de la Caraïbe Orientale (ECCB<sup>1</sup>) et de +5,7 % selon le FMI. Ces bons résultats sont la résultante d'une augmentation de la fréquentation touristique et du dynamisme du secteur de la construction.

Enfin, à **Haïti**, la situation est difficile, avec un taux de croissance de l'économie négatif (-1,9 % sur l'année 2023), alors que l'inflation au mois de novembre s'établit à 22,2 % en glissement annuel. Dans son rapport trimestriel sur la politique monétaire, la Banque de la République d'Haïti a par ailleurs fait mention de l'appréciation de la gourde haïtienne face à l'USD au quatrième trimestre de l'année. Le FMI estime que le pays pourrait retrouver un taux de croissance positif en 2024. Cependant, le développement économique et social d'Haïti demeure entravé par l'instabilité politique, la recrudescence de la violence, et des niveaux d'insécurité sans précédent.

<sup>1</sup> Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenada, Montserrat, Saint-Christophe-et-Nièvés, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

Sources : Banque de Jamaïque, BCRD, DG Trésor, IHSI, FMI, ECCB, Gouvernement d'Antigua-et-Barbuda, Gouvernement de la République de Trinidad et Tobago

## LA CROISSANCE MONDIALE SE STABILISE ALORS QUE L'INFLATION RECULE TOUT EN DOUCEUR

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2024, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,1 % en 2023, soit une révision à la hausse de 0,1 point par rapport aux prévisions du mois d'octobre. La croissance mondiale devrait rester inchangée en 2024 et se maintenir à 3,1 %. Malgré le niveau élevé des taux directeurs appliqués par les banques centrales pour lutter contre l'inflation et le retrait de dispositifs budgétaires dans un contexte de fort endettement, l'économie mondiale s'avère résiliente et l'inflation recule plus vite que prévu. En effet, après avoir atteint 6,9 % en 2023, l'inflation mondiale devrait s'établir à 5,8 % en 2024 et à 4,4 % en 2025.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,8 % au quatrième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 1,2 % au trimestre précédent. Les dépenses publiques et privées ont contribué à cette dynamique. Sur l'ensemble de l'année 2023, le PIB a progressé de 2,5 % selon le FMI, soit une révision à la hausse de 0,4 point par rapport aux prévisions d'octobre. La croissance devrait ensuite ralentir en passant à 2,1 % en 2024, puis à 1,7 % en 2025, à cause des effets décalés du resserrement de la politique monétaire, du rééquilibrage progressif des finances publiques et de l'atténuation des pénuries de main-d'œuvre.

Dans la zone euro, le PIB est resté stable au quatrième trimestre, alors qu'il avait enregistré une baisse de 0,1 % au trimestre précédent. Cette évolution cache des disparités entre les pays de la zone puisque le Portugal et l'Espagne enregistrent des hausses trimestrielles importantes (+0,8 % et +0,6 %) à l'inverse de l'Irlande et de l'Allemagne qui ont vu leur PIB se contracter (-0,7 % et -0,3 %). Fin décembre, l'inflation s'est établie à 2,9 % contre 2,4 % en novembre. Sur l'ensemble de l'année, la croissance de la zone a été de 0,5 % selon le FMI. En 2024, elle pourrait s'établir à 0,9 % soit une révision à la hausse de 0,3 point par rapport aux prévisions d'octobre, grâce à l'augmentation du revenu disponible réel.

En France, le PIB est stable au quatrième trimestre selon l'Insee. L'investissement des entreprises et la consommation des ménages ont ralenti (-0,7 % et -0,1 %) alors que le commerce extérieur marque un rebond qui contribue positivement à la croissance (+1,2 point). En effet, les importations diminuent fortement (-3,1 %), tandis que les exportations restent quasi stables (-0,1 %). Sur l'ensemble de l'année, le PIB a augmenté de 0,9 % selon l'Insee.

Au Japon, le PIB enregistre un modeste rebond de 0,2 % au quatrième trimestre, soutenu par la consommation des ménages et la reprise du tourisme international dans le pays. Sur l'ensemble de l'année, la croissance nipponne s'établit à 1,9 % selon le FMI, mais devrait ralentir et progresser de 0,9 % en 2024.

Enfin, les pays émergents et en développement ont vu leur PIB croître de 4,1 % en 2023. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,7 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+3,4 %), au Brésil (+3,1 %) et en Russie (+3,0 %). En 2024, le FMI prévoit une croissance maintenue à 4,1 %.

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : **F. MAR-PICART** — Responsable de la rédaction : **A. BOILEAU**  
Rédaction : **A. CARIOU** et **M. ROVELA-MARTHELY** — Éditeur et imprimeur : IEDOM